



LE DIRECTEUR GÉNÉRAL  
DES ÉLECTIONS DU QUÉBEC

Québec, le 9 octobre 2014

M<sup>e</sup> Élisabeth Ferland  
Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion  
des contrats publics dans l'industrie de la construction  
600, rue Fullum, sous-sol, secteur 0570  
Montréal (Québec) H2K 3L6

OBJET: Témoignage de la Directrice générale des élections - Engagements

---

Chère consoeur,

La présente donne suite aux engagements pris par la Directrice générale des élections lors de son témoignage devant la Commission le 15 septembre 2014.

***Engagement 99 :*** *Liste des personnes ayant siégé sur le Comité consultatif de 1996 à aujourd'hui*

Le 18 août 2014, suite à la demande de production de document transmise à M<sup>e</sup> Lucie Fiset à titre de présidente du Comité consultatif, les procès-verbaux du Comité consultatif depuis 1996 ont été produits à la Commission. Au début de chacun des procès-verbaux, le nom des représentants de chacun des partis autorisés représentés à l'Assemblée nationale est indiqué. Quant aux membres actuels du comité, vous trouverez, ci-joint, une liste indiquant les représentants désignés par chacun des partis.

***Engagement 100 :*** *Liste des recherches effectuées dans le domaine du financement de 1996 à aujourd'hui*

Vous trouverez, ci-joint, la liste des activités de recherche du DGE en matière de financement politique et de contrôle des dépenses électorales.

***Engagement 101 : Compendium des différentes institutions du DGE au sein du Canada***

Le *Compendium de l'administration électorale du Canada* est préparé par Élections Canada en collaboration avec les différentes administrations électorales du Canada. Il peut être consulté sur le site d'Élections Canada en utilisant le lien suivant :

<http://www.elections.ca/content.aspx?section=res&dir=loi/com&document=index&lang=f>

***Engagement 102 : Communiqué de presse exposant le verdict et les recommandations du jury-citoyens***

Vous trouverez, ci-joint, le *Rapport d'activités et bilan* présenté au Directeur général des élections le 8 mars 2010 ainsi que le communiqué de presse émis le 1<sup>er</sup> février 2010.

***Engagement 103 : Vérifier si la recommandation numéro 12 contenue dans le rapport du Groupe de réflexion sur le financement des partis politiques a été renouvelée par le Directeur général des élections dans ses rapports de gestion annuels pour la période du 31 octobre 2007 au 8 décembre 2010***

La réponse est négative en ce qui a trait au rapport annuel de gestion 2007-2008. Le rapport annuel 2008-2009 ne contient aucune recommandation.

Dans le rapport annuel de gestion 2009-2010, le Directeur général des élections recommande de resserrer les règles qui limitent le versement d'une contribution aux seuls électeurs et notamment (voir page 66) :

*«Un des moyens proposés par le DGE pour assurer le resserrement voulu consisterait à exiger de tout donateur qu'il produise une déclaration attestant que son don est fait à même son patrimoine personnel et que sa contribution est faite volontairement, sans compensation ni contrepartie, et qu'elle n'a pas fait ni ne fera l'objet d'un quelconque remboursement.»*

Il faut préciser que le projet de loi n<sup>o</sup> 93 *Loi modifiant la Loi électorale concernant les règles de financement des partis politiques et modifiant d'autres dispositions*

*législatives a été déposé le 25 mars 2010 et prévoyait une modification à l'article 90 de la Loi électorale afin d'y ajouter la phrase suivante : Une contribution doit être faite volontairement, sans compensation ni contrepartie et elle ne peut faire l'objet d'un quelconque remboursement.»*

Le rapport annuel de gestion 2010-2011 ne contient aucune recommandation. Toutefois, à l'Annexe II *Liste des recommandations qui ont été proposées par le DGE dans le cadre des consultations pour le projet de loi n° 78*» (page 67), il est rappelé que l'une des recommandations visait à spécifier dans la loi qu'une contribution versée par un électeur doit être faite volontairement, sans compensation ni contrepartie, et qu'elle ne peut faire l'objet d'un quelconque remboursement.

Rappelons que le projet de n° 78 *Loi modifiant la Loi électorale concernant la représentation électorale et les règles de financement des partis politiques et modifiant d'autres dispositions législatives* a été présenté le 25 novembre 2009 et prévoyait de modifier l'article 90 de la *Loi électorale* dans le même sens que la recommandation du Groupe de réflexion sur le financement des partis politiques.

Nous joignons une copie des extraits des rapports annuels visés.

***Engagement 104 : Fournir le nombre de plaintes de prête-noms avant le 8 décembre 2010***

Vous trouverez ci-joint un tableau indiquant le nombre de plaintes touchant l'utilisation de prête-noms du 1<sup>er</sup> avril 1996 au 8 décembre 2010.

Nous espérons avoir répondu aux engagements et nous vous assurons notre disponibilité pour tout renseignement supplémentaire.

Veuillez agréer, chère consœur, nos salutations distinguées.

Le directeur des affaires juridiques par intérim,



Benoit Coulombe, avocat

BC/cc

p.j.

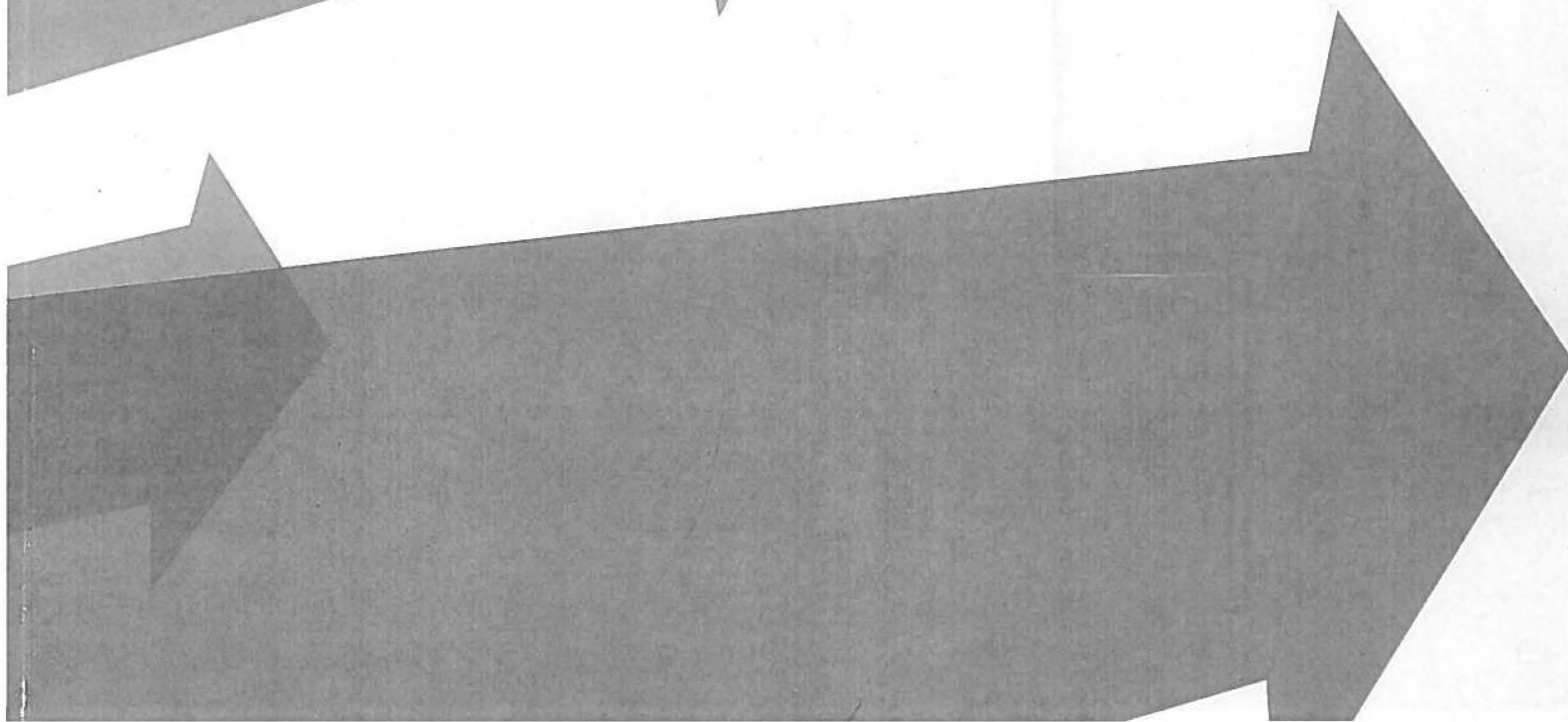
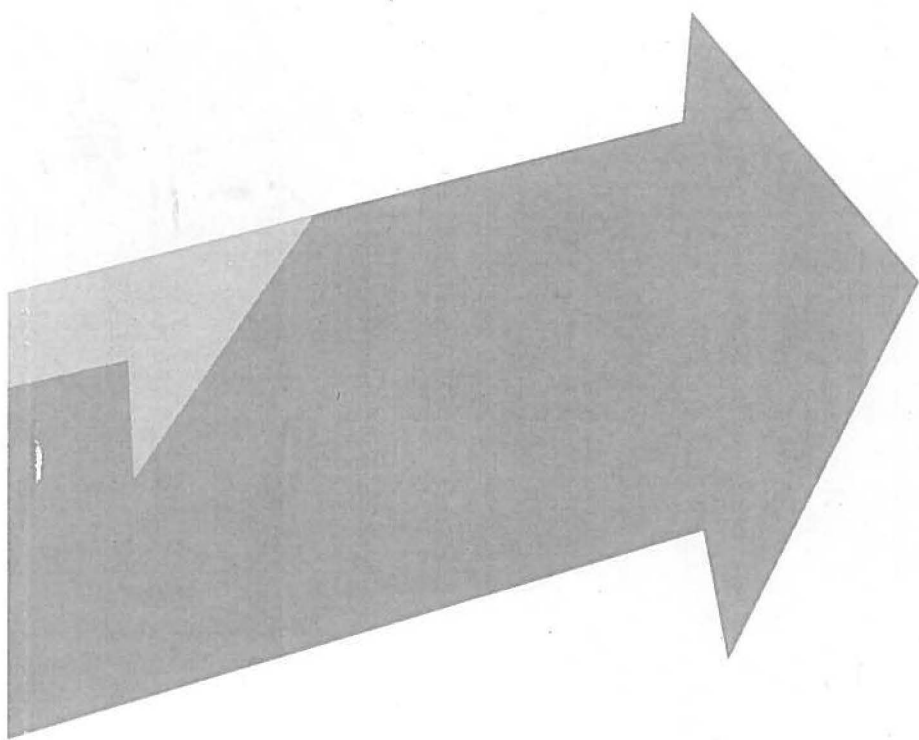


Commission de la représentation  
électorale du Québec



LE DIRECTEUR GÉNÉRAL  
DES ÉLECTIONS DU QUÉBEC

# Rapport annuel de gestion 2009 - 2010





# Les recommandations

## Les contributions politiques

Le DGE recommande au législateur de modifier la Loi électorale pour resserrer les règles qui limitent le versement d'une contribution politique aux seuls électeurs.

En 1977, l'adoption de la Loi régissant le financement des partis politiques est venue concrétiser la ferme volonté politique d'interdire les contributions des personnes morales à la caisse électorale des partis politiques et, conséquemment, de réserver aux seuls électeurs le droit de verser de telles contributions. À cette époque-là, on s'interroge sur la provenance des fonds des caisses électorales et sur le fait que les partis puissent être redevables à d'importants donateurs, bien souvent des personnes morales en quête de bénéfices anticipés.

En 2002, le DGE reconnaissait publiquement que, malgré les progrès tangibles accomplis depuis 1977, la Loi comportait encore certaines difficultés d'application et que la confiance de la population québécoise envers le régime particulier de financement politique tendait à s'éroder. À cette occasion, il déposait un plan d'action triennal qui introduisait plusieurs mesures en vue de resserrer l'application et le respect de la Loi.

Subséquemment, la création du Groupe de réflexion sur le financement des partis politiques a permis de réévaluer les principes et les objectifs fondamentaux du financement politique au Québec. Les recommandations contenues dans le rapport de ce groupe déposé en 2007 se retrouvent, pour la plupart, dans le projet de loi n° 93, Loi modifiant la Loi électorale concernant les règles de financement des partis politiques et modifiant d'autres dispositions législatives, et ses amendements, actuellement à l'étude en commission parlementaire.

Dans le contexte actuel, où la majorité des intervenants politiques considèrent toujours que seuls les électeurs ont le droit de contribuer aux partis politiques, le DGE est d'avis qu'il faut procéder rapidement à un resserrement des règles relatives aux contributions politiques en vue, notamment, de changer la perception dans la population à savoir que les partis politiques bénéficieraient de certaines contributions provenant indirectement de personnes morales par l'entremise de prête-noms.

Un des moyens proposés par le DGE pour assurer le resserrement voulu consisterait à exiger de tout donateur qu'il produise une déclaration attestant que son don est fait à même son patrimoine personnel et que sa contribution est faite volontairement, sans compensation ni contrepartie, et qu'elle n'a pas fait ni ne fera l'objet d'un quelconque remboursement. Une telle déclaration permettrait à l'électeur d'être mieux informé tout en le rendant responsable de son geste. Ce moyen constitue d'ailleurs l'élément principal du système de crédit de reconnaissance à la démocratie (CRD), qui a été proposé en 2007 par le Groupe de réflexion sur le financement des partis politiques et repris en 2010 par le « jury citoyen » au nombre de ses principales recommandations.

Aussi, le versement d'une contribution en argent comptant laisse entrevoir des abus possibles sur la véritable identité du donateur. Dans ce contexte, il y aurait lieu d'interdire à tout électeur de verser plus de 20 dollars en argent comptant pour chaque contribution versée à une entité autorisée, à l'instar de ce qu'il est possible d'observer dans la plupart des lois électorales en vigueur au Canada.

Parallèlement, pour assurer une certaine forme d'intégralité et d'intégrité des sommes recueillies à l'occasion de la tenue d'activités à caractère politique, et pour s'inscrire dans le respect du principe de la transparence, le DGE considère comme nécessaire d'introduire dans la Loi l'obligation de produire un reçu concernant toute somme reçue pour une activité, peu importe le montant lié à l'admission.

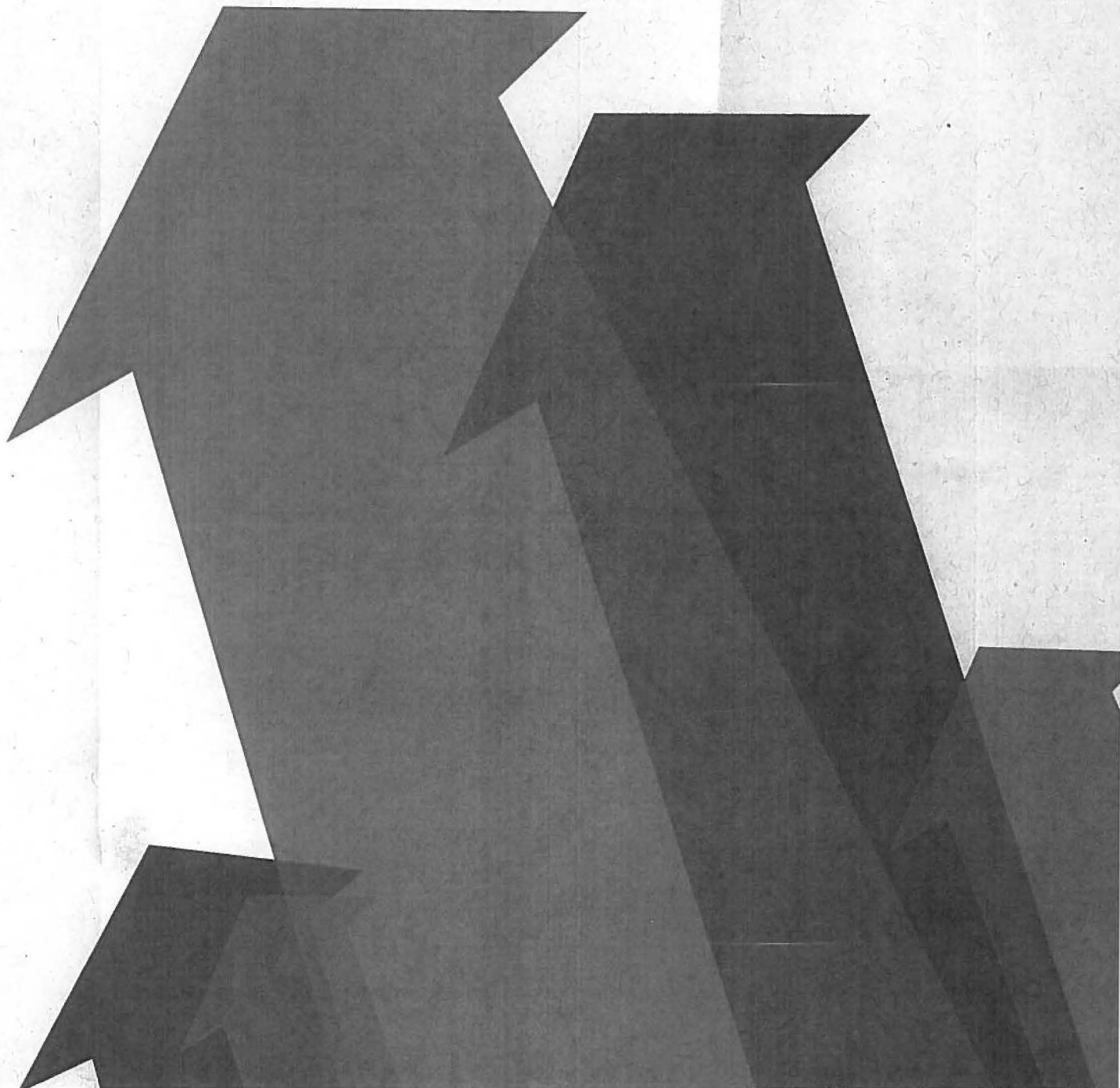
Ces diverses améliorations, jumelées à celles qui sont déjà prévues dans le projet de loi n° 93 et ses amendements, notamment l'interdiction des dons anonymes, l'ajout d'amendes ou de sanctions plus sévères, de même que le renforcement de la responsabilité pénale des partis et de leurs dirigeants, viendraient resserrer l'application des règles prévoyant que seuls les électeurs peuvent verser une contribution politique. D'autre part, ils octroieraient au DGE des moyens mieux adaptés pour en contrôler l'application et en assurer un meilleur respect.

Il est important de préciser que, au-delà des difficultés inhérentes à l'application et au respect des règles qui limitent aux seuls électeurs le droit de verser une contribution politique, le DGE est d'avis que les autres éléments relatifs à l'autorisation et au financement des partis politiques de même qu'au contrôle des dépenses électorales sont, bien qu'ils soient perfectibles, généralement appliqués de façon juste et respectés par les intervenants politiques.





# Rapport annuel de gestion 2010-2011



## Annexe II Liste des recommandations qui ont été proposées par le DGE dans le cadre des consultations pour le projet de loi n° 78\*

Recommandations	Numéro du projet de loi concerné
1. Interdire les dons anonymes	113
2. Spécifier dans la loi qu'une contribution versée par un électeur doit être faite volontairement, sans compensation ni contrepartie, et qu'elle ne peut faire l'objet d'un quelconque remboursement	113
3. Redresser le taux actuel de 0,50 \$ par électeur aux fins du calcul de l'allocation annuelle aux partis politiques provinciaux	118
4. Revoir à la hausse les amendes imposées	113
5. Prévoir la perte du droit d'obtenir un contrat public aux contrevenants	113
6. Uniformiser et rendre plus complets les rapports financiers des partis politiques	114
7. Prévoir la responsabilité pénale des partis politiques provinciaux et de leurs dirigeants	118
8. Augmenter la période de conservation des reçus délivrés pour les contributions, des rapports, des déclarations, des factures et d'autres pièces justificatives	114
9. Prévoir une exception pour permettre aux partis politiques de recueillir, lors d'activités ou de manifestations à caractère politique, des revenus provenant de la vente de boissons ou de produits promotionnels, des frais de vestiaire et des revenus provenant de la vente aux enchères à la condition que ces revenus soient minimes et raisonnables	113
10. Modifier l'article 569 de la Loi électorale afin de prévoir que le délai de prescription pour une infraction à cette loi est de 5 ans à compter de la perpétration de l'infraction	114
11. Amender l'article 100 de la Loi électorale de manière à préciser qu'une contribution ou une partie de contribution faite contrairement à la Loi n'a pas à être remise au DGE si le délai de prescription prévu dans l'article 569 est écoulé	118
12. Prévoir qu'une manœuvre électorale frauduleuse, peu importe qu'elle soit commise en application de la Loi électorale, de la Loi sur la consultation populaire, de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités ou de la Loi sur les élections scolaires, comporte les mêmes conséquences quant à la perte des droits électoraux du contrevenant	113
13. Modifier la Loi électorale pour préciser que les sanctions qui y sont prévues lorsqu'il s'agit d'un parti non reconnu comme groupe parlementaire par l'Assemblée nationale s'appliquent au candidat élu de ce parti ayant le plus haut statut	118
14. Exiger de tout donateur qu'il remette une déclaration attestant que son don est fait à même son patrimoine personnel, que celui-ci est fait volontairement, sans compensation ni contrepartie, et qu'il n'a pas fait l'objet d'un quelconque remboursement	113

Une autre recommandation a fait l'objet de discussions le 17 février 2011, à l'occasion des consultations particulières relativement à certaines dispositions projetées en matière de financement politique : « Assujettir les municipalités de moins de 5 000 habitants à des règles de financement politique semblables à celles qui régissent les municipalités de 5 000 habitants et plus. »

\* Loi modifiant la Loi électorale concernant la représentation électorale et les règles de financement des partis politiques et modifiant d'autres dispositions législatives.